

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Argentine-Le-prix-de-la-crise-financiere-est-sur-le-point-de-toucher-tous-les-argentins>

Argentine : Le prix de la crise financière est sur le point de toucher tous les argentins

- Argentine -

Date de mise en ligne : mercredi 12 mars 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Un trou de milliers et de milliers de millions. L'addition par laquelle la crise financière est sur le point de concerner tous les argentins par la voie habituelle : un bon public. On a déjà dépensé 20500 millions de dollars et le coût peut s'élever à plus de 27000 millions en juin. Le prochain gouvernement peut se trouver avec une dette externe déjà non maniable d'un montant de 170000 millions. La Cour, instrument d'une redollarisation dont le coût pour la société peut s'élever à des milliers de millions.<

Les nouveaux jugements du Pouvoir Judiciaire qui ont redollarisé les dépôts (Cour Suprême), crédits privés et prêts garantis (tribunaux de première instance) ont mis à nouveau au centre du débat de la politique économique argentine un point que l'administration Duhalde - Lavagna préférerait maintenir discret : le transfert à l'ensemble de la société, par le biais de l'augmentation significative et continue de l'endettement public, du coût de la crise financière. En accord avec un travail récent de l'Institut Études et Formation de la CTA, sauver les banquiers pourrait se terminer en coûtant aux argentins, y compris presque aux 10 millions d'indigents et à ceux qui n'ont jamais foulé le sol d'une banque, environ 27000 millions de dollars, ce qui est une estimation aussi partagée par les consultants les plus proches de l'establishment. De ce chiffre, quelque 9000 millions correspondent à la dette émise ces derniers mois par le gouvernement de Fernando de la Rúa, plus de 11500 millions de la dette émise après la pesificación asymétrique, tandis que le reste représente le coût potentiel de la redollarisation, si le retour au dollar se limite seulement aux dépôts. Par conséquent, le gouvernement qui sortira des prochaines élections devra entamer sa gestion avec un endettement proche de 170 milliards de dollars.

Quand il s'agit d'utiliser la capacité de régulation de l'État pour transférer d'immenses ressources en pouvoir économique, les différents moyens qu'a utilisés l'Argentine peuvent servir de leçons au monde entier. Le processus, qui s'est intensifié à partir de 1976 et s'est dépassé lui-même pendant la convertibilité, n'a pas été arrêté par l'actuelle administration.

Au début de la convertibilité la dette externe avoisinait les 58 milliards de dollars, à la fin, elle était de 144 milliards. Pendant cette période le pays a payé 80 milliards et a vendu des entreprises pour une valeur de 30 milliards (en recevant en paiement des titres de dette à valeur nominale). Bien que le pays ait payé deux fois ce qu'il devait, l'endettement a augmenté 2,5 fois. Mais l'implosion de la convertibilité qui s'est développée avec la fuite de capitaux de 2001 - fuite qui selon la Commission spéciale de la Chambre de Députés qui a fait des recherches sur le sujet a été menée par les banques elles-mêmes - n'a pas signifié la fin des transferts. Malgré son discours guerrier contre "les secteurs qui se sont les plus enrichis pendant les "90, le couple Duhalde - Lavagna pourrait laisser le pouvoir en ayant récompensé le secteur financier avec rien de moins que 17660 millions de dollars, plus de 56500 millions de pesos. Seulement la moitié de ce chiffre correspond à la potentielle redollarisation complète du stock de « Cedros ».

Comme nous explique Alejandro López Mieres, auteur avec Claudio Lozano du rapport de l'Idéf-CTA, "le blindage du système financier" a été entamé par Domingo Cavallo, quand il a permis que « les endettés » (catégories 3, 4, 5 et 6) puissent annuler leurs passifs avec des titres publics, mode opératoire qui a été en vigueur jusqu'à mai 2002. Le mécanisme a permis que les banques ne provisionnent pas les pertes considérables dues au non recouvrement et qu'elles reçoivent en échange des titres publics dépréciés (qui cotaient à 35 % de leur valeur nominale), titres qui ont été ensuite transformés en prêts garantis à 100 % de leur valeur. Au moment du défaut, l'État avait avec les banques un endettement de plus de 9000 millions de dollars (voir point 1 du tableau), principalement à cause de cette

opération.

Le second grand transfert, qui a rapporté des bénéfices spéciaux à la population bancarisée, a été la pesificación asymétrique. Pour compenser la différence entre 1 et 1,40 plus le CER, le Trésor a émis des bons en pesos qui représentent aujourd'hui environ 4400 millions et des titres en dollars pour presque 8700 millions (voir point 2). On souligne ici non seulement le bénéfice extraordinaire qu'ont reçu ceux dont les dettes se sont « pesifiées » dans une parité de 1 à 1, mais aussi ceux qui ont, contrairement à la grande majorité de la société, reçu 0.40 plus le CER pour chaque "peso" préalable à la dévaluation. Comme on le sait, ceux qui en ont profité n'ont pas été seulement les banques, mais aussi beaucoup de leurs clients.

Le sauvetage du système financier argentin s'est poursuivi avec l'émission de bons pour reprogrammer les dépôts recueillis dans le corralito. D'abord, dans l'échange I de juin 2002, le Trésor a émis les Bons de l'État National (Boden) à 5 ans en pesos et en dollars à 3 et 10 ans pour plus de 5400 millions de dollars, en échange il a reçu des banques des prêts garantis et des titres en portefeuille pour quelque 3500 millions. Ainsi, la dette publique a augmenté plus de 1900 millions de dollars (point 3). L'État a aussi échangé aux banques des bons Boden 2007 en pesos et pour 2012 en dollars, pour couvrir des positions externes des banques, ce qui a signifié selon l'Idéf-CTA un nouvel accroissement de dette de plus de 920 millions de dollars (point 4). Ces 4 points représentent le coût total que l'État a assumé jusqu'à aujourd'hui pour sauver un système financier, le même que pendant la décennie 90, était considéré par les économistes de l'establishment comme solvable, dynamique et moderne. Dans l'ensemble il s'agit de plus de 20500 millions de dollars, dont 11.500 millions ont été accordés par le gouvernement d'Eduardo Duhalde. Mais l'histoire ne se termine pas là'.

Les récents jugements et les demandes qui, par conséquent, effectuera le puissant lobby financier permettent de prévoir qu'une nouvelle dette va être générée. Sur ce point le rapport de l'Idéf-CTA est optimiste. Il considère que l'État versera une compensation aux banques pour ce qui est payé au titre de la décision de justice, ainsi que pour la différence qui existe entre l'ajustement des dépôts par l'intermédiaire du CER et l'ajustement des crédits hypothécaires par le CVS (coefficient de variation salariale), ce qui représente presque 2800 millions de dollars (point 5), valeur qui a été reconnue par la lettre d'intention élaborée avec le Fonds Monétaire International. À ceci s'ajoute aussi le coût net de la redollarisation du stock de Cédros, avec un bon en dollars à 10 ans, quelque 3350 millions de dollars (point 6).

Dans le meilleur des cas, alors, la redollarisation signifiera un accroissement de la dette de plus de 6100 millions de dollars, ce qui complète le dit coût final du sauvetage du système pour 27 milliards de dollars, environ 90 milliards de pesos, beaucoup plus que la valeur patrimoniale de l'ensemble des banques. En accord avec le dernier rapport hebdomadaire de « l'Ieral-Fundación Mediterránea », la contrepartie d'endettement de cet énorme transfert de ressources sociales signifiera que les passifs du secteur public pourraient augmenter en juin d'environ 170 milliards de dollars. Mais le chiffre est encore provisoire. Les effets de la redollarisation sont imprévisibles. La seule certitude est que la bataille judiciaire n'arrêtera pas sa marche. Les jugements pourraient inclure un effet rétroactif pour ceux ayant retirés leurs dépôts pesifiés, la redollarisation complète des prêts garantis et aussi de tous les crédits. Sans oublier que les banques réclament que le trésor se charge du coût de l'argent déjà restitué à ceux qui ont eu recours à la justice ;

Pendant ce temps, la conduite économique continue en agissant comme si cette réalité n'avait rien voir avec sa gestion. Dissimulé derrière un discours contradictoire anti lobby, ils essayent de couvrir le soleil avec les mains. L'objectif est de ne pas apparaître comme responsable de l'augmentation de la dette et d'éviter d'assumer le coût

politique pour dire aux épargnants que les dollars reconnus par la Cour Suprême "ne sont pas là". Et dans le contexte actuel assumer qu'on ne dispose pas des dollars peut directement, ou presque, mettre en place la solution la plus chère aux banquiers : résoudre la redollarisation avec un bon obligatoire à 10 ans.

De l'étude de la CTA ressort que le corralito et le corralon mis en marche par Domingo Cavallo et maintenus par le gouvernement actuel du pays ont offert un temps suffisant pour transmettre de la crise financière envers l'ensemble de la société. En conséquence ce qui est le rouge des banquiers sera couvert par toute la population, même de ceux qui n'ont jamais foulé le sol d'une banque. La procédure à employer est connue et est bien recommandée par les organismes financiers internationaux : l'ajustement fiscal. Mais si la crise financière a été déliée parce que "les marchés" ont perçu le non recouvrement de la dette publique, les 170 milliards de juin devraient être indéfendables. Quand les niveaux de recettes publiques et du PBI sont tombés à plus de la moitié mesurés en dollars. Depuis quelques secteurs du pouvoir économique on suivi considérant l'État comme le *grand compensateur*", avec une capacité infinie pour émettre de nouveaux titres, les échéances de dette de court terme représentent déjà plus du double des réserves de la Banque Centrale. Ce qui est paradoxal c'est que, malgré l'immense coût social que devront affronter des générations d'argentins, le système financier suit sans remplir ce qui est supposé être sa fonction essentielle. C'est-à-dire, offrir du crédit pour dépasser la stagnation.

À rythme accéléré

Bien qu'en février on ait doublé la sortie de fonds par la sortie des Cedros, avec 870 millions de pesos contre 443 millions en janvier, et par l'accroissement des recours en justice, 450 millions de pesos face à 270 millions de pesos, ce qui n'a pas été traduit par une consolidation de la tendance à la hausse des dépôts, a soutenu la Fondation Capital dans son dernier rapport.

En janvier la croissance nette des dépôts a dépassé 1400 millions de pesos, février a abouti à une augmentation nette d'approximativement 500 millions de pesos. Et ceci bien que les taux d'intérêt bancaires aient monté, "propulsées par une politique plus agressive de captation par les organismes pour retenir l'argent qui pouvait sortir du corralon", ce qui a placé les rendements des taux fixes à court terme (30 jours) autour de 20 pour cent annuel, avec une augmentation de presque cinq points par rapport à janvier. Mais l'explication de la FC n'a pas porté sur les doutes que produit la solvabilité du système financier mais dans la plus grande incertitude face aux prochaines élections, qui provoquent "une tendance vers le meilleur placement court terme des placements du système financier", puisque seulement 15 pour cent des nouveaux dépôts ont été supérieurs à 60 jours. "La montée des taux d'intérêt dans le circuit bancaire et le meilleur placement à court terme pendant février anticipent la période d'incertitude importante liée à l'élection du 27 avril", a conclu le rapport.

Accroissement de la dette publique À la date du 05/03/2003

TC = 3,20 \$/1 u\$s

CER = 1.4260 dans mill. en millions u\$s

1. Dette à calculer d'actifs

Prêts garantis : 24.670,0 / 7.709,0

Bon R.M.L. : 4.172,5 / 1.303,9

Dette ex-ante : 28.842,5 / 9.012,9

2. Nouvelle dette par pesification asymétrique

Bon compensatoire : \$ 4.397,8 / 1.374,3

Bon compensatoire : u\$s 23.433,6 / 7.323,0

Accroissement dette : (déjà émise) 27.831,4 / 8.697,3

3. Nouvelle dette par des dépôts reprogrammés

Bons u\$s 3 ans : 2.833,0 / 885,3

Bons u\$s 10 ans : 14.061,4 / 4.394,2

Bons \$ 5 ans : 505,8 / 158,1

Dep. indisponibles du BCRA : \$ -11.261,2 / - 3.519,1

Accroissement dette : (déjà émise) 6.139,0 / 1.918,5

4. Nouvelle dette pour couverture (art. 29 dec. 905)

Boden/billet à ordre 2012 : 7.841,0 / 2.450,3

Garantie : -4.891,8 / -1.528,7

Accroissement dette : (déjà émise) 2.949,2 / 921,6

5. Reconnaissance dif. recours et CER vs CVS

Compensation \$: (estimée) 8.900,0 / 2.781,3

6. Redolarisation du stock de CÈDROS

Bons u\$s 10 années : 28.435,2 / 8.886,0

Dep. indisponible du BCRA \$: -11.261,2 / -3.519,1

Accroissement dette : (déjà émise) 10.695,2 / 3.352,2

7. Total de dette assumée par l'état : 119.249,3 / 37.265,4

8. Apports des banques : 33.893,1 / 10.591,6

9. Nouvelle dette assumée à partir de la crise financ. : 56.514,9 / 17.660,90

10. Coût total (dette expost) : 85.356,2 / 26.673,80

Source : Idef-CTA.

Página 12, de du 10 mars 2003

Traduction pour El Correo : Estelle et Carlos debiasi